

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 12 MAI 2021**

JP/VA

**OBJET : 2.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – MISE EN CONCURRENCE  
CONTRAT ASSURANCE GROUPE « RISQUES STATUTAIRES »**

L'an deux mille vingt-et-un, le douze du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		Excusé
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU		
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Excusée
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		Excusé
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	X	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE		Pouvoir à Cyril GROS

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1<sup>er</sup> vice-président.

**OBJET : 2.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – MISE EN CONCURRENCE  
CONTRAT ASSURANCE GROUPE « RISQUES STATUTAIRES »**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).**

Le SEBA est actuellement adhérent au contrat groupe « risques statutaires » SOFAXIS/CNP ASSURANCES, souscrit auprès du Centre De Gestion de l'Ardèche, garantissant les risques financiers encourus à l'égard de notre personnel de droit public en cas de décès, invalidité, incapacité et accidents imputables ou non au service.

Le contrat actuel du centre de gestion de l'Ardèche arrive à terme le 31 décembre 2021. Il est remis en concurrence par ce dernier conformément à l'article 26-5<sup>ème</sup> alinéa de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et du Code de la commande publique.

Le président expose l'opportunité qui est laissée aux collectivités territoriales de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents. Tel n'est pas le cas ainsi pour les agents de droit privé.

Pour les personnels de droit public, le centre de gestion peut souscrire ce type de contrat en mutualisant les risques. Ce dernier peut négocier, par délégation des collectivités qui se réservent la faculté d'y adhérer, un contrat groupe auprès d'une entreprise agréée.

Le président précise qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le SEBA ne sera plus assuré s'il ne fait pas de démarche pour renouveler ce contrat par tout moyen à sa convenance. Le 15 novembre 2017, le précédent bureau l'avait ainsi autorisé à signer la convention portée par le CDG 07 pour le risque sur 4 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2021.

Il est demandé aux membres du bureau de se positionner sur la base des propositions du CDG 07 :

- Les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la collectivité une ou plusieurs formules au vu des statistiques d'absentéisme des 4 dernières années qui seront fournies au CDG dans le cadre de cette consultation
- Durée du contrat : 4 ans avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022
- Régime du contrat : capitalisation
- Agents affiliés CNRACL : décès, accident du travail / maladie professionnelle, maladie ordinaire, longue maladie / longue durée, maternité-paternité, adoption
- Agents affiliés IRCANTEC : accident du travail, maladie grave, maladie ordinaire, maternité-paternité, adoption.

Afin d'éclairer les débats, deux tableaux ont été présentés en séance aux membres du bureau :

Tableau 1 : le reste à charge pour le SEBA en cas de maladie d'un agent, avec assurance et sans assurance couvrant le risque statutaire (et comparaison avec le secteur privé tel que géré au sein du SEBA).

Tableau 2 : le bilan de sinistralité sur ce contrat d'assurances entre 2015 et 2020, faisant apparaître une différence de plus de 65 000 € en défaveur du SEBA (cotisations versées > indemnités reçues).

A la lumière de ces éléments, il est proposé de ne pas renouveler cette adhésion.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical **VALIDE** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL